



Département de la
Seine-Maritime

D.2017.01/14

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/02/2017

Publication : 01/02/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 30 janvier 2017

| | |
|--|-----------|
| Nombre de Conseillers d'après la Loi | 33 |
| Nombre de Conseillers en exercice | 33 |
| Nombre de Conseillers présents | 29 |
| Nombre de Pouvoirs | 3 |
| Nombre de Votants | 32 |

Extrait de la délibération affiché le **31 janvier 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **30 janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **23 janvier**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Monsieur **LARDANS**, donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

Absent excusé

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 30 janvier 2017

2017.01 /14

INTERCOMMUNALITE – LOI NOTRE DU 7 AOÛT 2015 – STATUTS – ADAPTATION - MODIFICATION - AUTORISATION

Mr Daniel FIDELIN, Maire.- Au cours de sa réunion du 17 novembre 2016, le conseil communautaire de la CODAH a, par délibération, décidé de demander, aux 17 communes membres, de se prononcer sur une modification statutaire.

La loi du 7 août 2015 dite loi NOTRe a modifié les dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT) fixant les compétences des communautés d'agglomération. Ces évolutions portent sur les compétences obligatoires et les compétences optionnelles ; les dispositions relatives aux compétences facultatives demeurant inchangées.

Les compétences obligatoires sont désormais au nombre de sept :

1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 (*conformité au schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation*) ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; *politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* ;

2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : *schéma de cohérence territoriale* et schéma de secteur ; *plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale* ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; *organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code (nouvelle rédaction)* ;

3° En matière d'équilibre social de l'habitat : programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; *actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat* ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

4° En matière de politique de la ville : *élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance (suppression de l'intérêt communautaire) ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville (nouveau)* ;

5° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement ;

6° *En matière d'accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil* ;

7° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

En outre, la communauté d'agglomération exerce les compétences suivantes :

- 1° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;
- 2° Assainissement ;
- 3° Eau ;
- 4° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- 5° Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

Ces évolutions conduisent à l'élaboration de nouveaux statuts de la communauté et conformément à l'article L.5211.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a, par délibération en date du 17 novembre 2016, demandé à ses communes membres de se prononcer sur cette modification de statuts.

Par courrier en date du 2 décembre 2016, la délibération de la CODAH sus visée a été notifiée à notre commune.

Ainsi, notre Conseil Municipal dispose d'un délai de 3 mois à compter de cette notification pour se prononcer sur la modification des statuts.

La commission municipale développement économique, réunie le 03 janvier 2017, a émis un avis favorable à la majorité.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211.17 et L. 5216-5 ;

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Havraise (CODAH) ;

VU l'avis favorable de la commission développement économique du 3 janvier 2017 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'adapter les statuts de la communauté de l'agglomération havraise (CODAH) aux dispositions de code général des collectivités territoriales relatives aux compétences des communautés d'agglomération ;

CONSIDERANT la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération Havraise en date du 17 novembre 2016 demandant aux 17 communes membres de se prononcer sur la modification statutaire sus évoquée ;

CONSIDERANT le courrier en date 2 décembre 2016 notifiant à notre commune la délibération sus visée ;

VU le rapport de M. le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **d'adopter la modification des statuts de la CODAH comme suit.**

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 25 Voix Pour et 6 Contre (Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nordine HASSINI, Gilles BELLIERE, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST) et 1 abstention (Aurélien LECACHEUR).

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



STATUTS
DE LA COMMUNAUTÉ
DE L'AGGLOMÉRATION HAVRAISE (CODAH)

Article 1^{er} :

En application des articles L. 5216-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, est autorisée la création d'une communauté d'agglomération entre les communes ci-après:

| | | |
|----------------------|-------------------|------------------------|
| Cauville-sur-Mer | Harfleur | Octeville-sur-Mer |
| Epouville | Le Havre | Rogerville |
| Fontaine-la-Mallet | Manéglise | Rolleville |
| Fontenay | Mannevillette | Saint-Martin-du-Manoir |
| Gainneville | Montivilliers | Sainte-Adresse |
| Gonfreville-l'Orcher | Notre-Dame-du-Bec | |

La communauté d'agglomération ainsi créée prend la dénomination de «Communauté de l'agglomération havraise».

Article 2 :

La communauté d'agglomération exerce de plein droit, aux lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

1° En matière de développement économique :

- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17;
- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

- schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;
- création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ;
- organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ;

3° En matière d'équilibre social de l'habitat :

- programme local de l'habitat ;
- politique du logement d'intérêt communautaire ;
- actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
- action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

4° En matière de politique de la ville :

- élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

6° En matière d'accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil ;

7° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

En outre, la communauté d'agglomération exerce aux lieux et places des communes les compétences suivantes:

1° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

2° Assainissement ;

3° Eau ;

4° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

5° Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

Compétences facultatives:

- Hygiène - santé publique:

- contrôle de l'application des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière d'hygiène et de salubrité publique à l'exception des activités suivantes: contrôle des eaux potables et de baignades; contrôle des campings
- (ygiène et salubrité de l'habitat en application du code de la santé publique
- dératisation des réseaux publics d'assainissement
- dératisation, désinsectisation, désinfection des locaux à gestion communale
- maîtrise et prise en charge des populations animales domestiques errant sur la voie publique et gestion de la fourrière animale
- réunion et analyse de toutes les informations et indicateurs utiles sur l'état sanitaire des communes du périmètre communautaire

- actions en faveur du renforcement de la démographie des professionnels de santé
- assistance à la création et au développement des réseaux de santé de proximité et réseaux thématiques de prévention
- coordination générale des actions de prévention et d'éducation à la santé
- mise en œuvre d'actions de prévention et d'éducation à la santé inscrites au programme pluriannuel adopté par le conseil communautaire.

- Risques majeurs: l'assistance aux communes pour l'information préventive des populations, le recensement des risques, l'élaboration des documents réglementaires, la rédaction des plans d'intervention,

- Création et gestion d'une aire de grand passage pour les gens du voyage.

- Gestion du Parc de Rouelles et de ses abords

- Adhésion au syndicat mixte de réalisation et de gestion du Parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande

- Gestion de l'éclairage public (maintenance et consommation de fonctionnement) sur les voies suivantes :

- RD 481 (boulevard Jules Durand entre le giratoire de la rue du Pont VII et le giratoire du PS 48/49)
- giratoire du PS 48/49
- RD 483 entre le giratoire du PS 48/49 et le giratoire d'accès à l'autoroute A 131
- bretelles d'accès et de sortie de l'autoroute A 131
- échangeur d'accès et de sortie de l'autoroute A 131
- échangeur du Godet de la rocade nord
- échangeur de Rouelles de la rocade nord
- RN 15 entre la Brèque et la gare SNCF y compris l'intérieur des PSGR au droit du pont Denis Papin et du boulevard de Graville
- côte de Gainneville (le bas) dans le cadre de la déviation d'Harfleur
- giratoires de la Brèque (RN 182 entre les communes du Havre et d'Harfleur).

En matière de gestion de cet éclairage public, la prise en charge par la CODAH de la gestion de nouveaux tronçons d'éclairage deviendra effective sur la base d'une décision spécifique pour chacun d'entre eux ;

- Etablissement et exploitation des infrastructures et des réseaux de communications électroniques au sens des compétences visées au 1^{er} alinéa du I de l'article L. 1425-1 du CGCT pour leurs mises à disposition dans le cadre d'un service public.

- Exploitation du service public d'assainissement d'eaux pluviales, comprenant la gestion des ruissellements en milieux urbains et rural, celle-ci participant notamment à la lutte contre les inondations et à la protection de la ressource en eau.

- Développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation :

- actions de financement et de soutien à l'investissement et/ou au fonctionnement des activités d'enseignement supérieur;
- maîtrise d'ouvrage pour la construction d'établissements d'enseignement supérieur dans le cadre des dispositions réglementaires et législatives en vigueur;
- aides financières aux étudiants chercheurs, à l'organisation de congrès, colloques, forums et opérations favorisant le développement des activités d'enseignement supérieur.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, les communes membres de la CODAH conservent la possibilité, eu égard à leur intérêt communal spécifique, de compléter le soutien communautaire apporté par un soutien communal propre.

- Mise en place et gestion d'un Système d'Information Géographique (SIG) d'agglomération destiné à collecter, gérer, analyser et diffuser auprès de l'ensemble des communes des données géographiques communautaires ainsi que l'assistance aux communes pour l'utilisation du SIG d'agglomération.
- Réalisation de projets ou d'études portant sur la gestion des trafics routiers à l'échelle de l'agglomération.
- Transport des élèves des écoles primaires vers les piscines communautaires dans le cadre de l'enseignement de la natation.
- Instruction, à compter du 1er janvier 2010, des actes d'urbanisme sur demande des communes qui demeurent autorités compétentes pour la délivrance des actes.
- Soutien et promotion du sport afin de poursuivre les objectifs suivants:
 - le développement du sport de haut niveau,
 - l'aide aux actions, aux manifestations sportives, aux performances individuelles ou collectives ayant un rayonnement majeur ou bénéficiant d'une notoriété importante.

Article 3:

Le siège de la communauté d'agglomération est fixé 19, rue Georges Braque 76600 Le Havre.

Article 4 :

La communauté d'agglomération est constituée pour une durée illimitée.

Article 5 :

La composition du conseil communautaire est constatée par arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article L. 5211-6-1 du CGCT.

Article 6:

Le conseil de la communauté élit en son sein un bureau composé d'un président, de vice-présidents et de membres.

Le nombre de vice-présidents est fixé par le conseil de communauté et ne peut excéder 30 % du total des membres du conseil de communauté.

Chaque commune dispose d'au moins un représentant au bureau.

Article 7 :

La communauté d'agglomération est assimilée à une commune pour la détermination de la tranche démographique applicable aux agents dont l'échelle de traitement varie en fonction de la population.

Pour le calcul des indemnités des élus, la communauté d'agglomération sera classée dans la catégorie des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) correspondant à sa population agglomérée.

Article 8:

Le conseil de la communauté d'agglomération fixe les recettes de la communauté d'agglomération nécessaires à l'exercice de ses compétences en application des dispositions du code général des collectivités territoriales.

Article 9:

Les fonctions de receveur de la communauté d'agglomération sont assurées par le comptable désigné par Monsieur le trésorier-payeur général.

Article 10 :

Les présents statuts se substituent aux précédents statuts de la CODAH, tels qu'ils ressortaient de l'arrêté du 10 mars 2014.